

France/Au lendemain d'une mobilisation sociale en demi-teinte

Macron choisit la fermeté

AFP
Paris/France

Illustration de cette inflexibilité, la levée hier aux aurores grâce à une intervention de la police du blocage du site universitaire de Tolbiac.

AU lendemain d'une manifestation en France qui n'a pas eu le succès escompté par les syndicats, la police a levé hier le blocage d'un lieu emblématique de la contestation des étudiants, exemple de la fermeté du président Emmanuel Macron face à la fronde sociale.

Une centaine de policiers sont intervenus pour lever le blocage du site universitaire de Tolbiac, dans le sud de Paris, occupé depuis le 26 mars, essayant des jets de bouteilles de verre et d'autres projectiles.

Le syndicat UNI (classé à droite) a salué l'évacuation, tandis que l'Unef, deuxième syndicat étudiant, a condamné le recours à la force, symbole selon lui d'un "mépris" pour le mouvement étudiant.

Depuis plusieurs semaines, quatre universités sur 70 sont totalement bloquées en opposition à une nouvelle loi sur l'accès à la faculté accusée d'instaurer une "sélection".

Sur l'ensemble de la France, 119 500 personnes ont manifesté, selon les autorités ; 300 000 selon la CGT. C'est nettement moins que lors de la dernière journée de



Photo : AFP

Face à la contestation, le président Emmanuel Macron (ici lors d'une cérémonie commémorative, hier) et son gouvernement font le choix de la fermeté.

(nord) étaient de nouveau bloquées hier, certaines partiellement, mais celle de Paris a rouvert à la suite d'une décision des étudiants.

De nombreux étudiants ont manifesté hier à travers la France, aux côtés de cheminots notamment, pour dénoncer plusieurs réformes du président Macron.

Mais la mobilisation, qui voulait une "convergence" des luttes afin de faire front commun aux réformes Macron, n'a pas mobilisé autant que l'espérait la CGT, organisatrice et premier syndicat de France.

Sur l'ensemble de la France, 119 500 personnes ont manifesté, selon les autorités ; 300 000 selon la CGT. C'est nettement moins que lors de la dernière journée de

mobilisation des cheminots et fonctionnaires du 22 mars, qui avait rassemblé 500 000 personnes selon le syndicat et 323 000 selon la police.

"Macron en force, manif en baisse", "Social : ça casse mais ça passe", titrait hier le quotidien de gauche Libération.

"Comme si l'opinion gagnée par l'espoir d'une reprise de l'activité, d'une baisse du chômage et d'une modernisation de l'économie préférerait laisser faire le gouvernement plutôt que se lancer dans un blocage général des réformes, même si ces réformes souvent sont, en fait, des sacrifices", estime un éditorial du quotidien.

A quelques semaines du premier anniversaire de son arrivée au pouvoir, le 14 mai 2017, le président Macron est vivement criti-

qué et ces différentes contestations sociales sont un gros test pour sa présidence.

La gronde est particulièrement vive à la SNCF. L'opérateur français du rail est secoué par un mouvement de protestation contre la réforme du rail qui met notamment fin à la garantie de l'emploi pour les nouveaux cheminots. Cette réforme est "nécessaire" et sera "conduite jusqu'à son terme", avait martelé jeudi la ministre des Transports Elisabeth Borne.

"DETERMINATION TRANQUILLE" • Après un trou d'air en mars, Emmanuel Macron et le Premier ministre Edouard Philippe connaissent malgré tout un regain de popularité en avril, selon un sondage BVA diffusé hier. Avec 43% d'avis favorables, soit

trois points de plus qu'en mars, M. Macron retrouve son niveau de février.

Face à la contestation, le gouvernement choisit la fermeté. Son porte-parole Benjamin Griveaux a ainsi répété que les négociations sur la réforme de la SNCF se dérouleraient avec la ministre des Transports et non le Premier ministre comme les syndicats l'ont réclamé. M. Philippe a de plus réaffirmé jeudi l'intention d'aller, "avec une immense détermination tranquille", au bout de l'évacuation de Notre-Dame-des-Landes (ouest), où des occupants illégaux de terrains initialement destinés à la construction d'un aéroport sont visés par une opération massive d'expulsion.

"Aujourd'hui, on a les retraités, les fonctionnaires, la SNCF, (...), les étudiants, mais ce qu'on voit, c'est plus une addition des luttes et non pas une coagulation", a commenté auprès de l'AFP Vincent Thibault, chercheur de l'institut de sondage Elabe.

"Reagan a affronté les aigilleurs du ciel, Thatcher les mineurs et Emmanuel Macron veut l'emporter sur les cheminots. Surmonter cet obstacle, c'est faire sauter le principal verrou avant une réforme de plus grande envergure comme celle de retraites", estime dans le quotidien Le Monde Stéphane Siro, professeur à l'université de Cergy-Pontoise, près de Paris, en référence au prochain grand chantier auquel M. Macron a promis de s'attaquer.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Manifestations. Ramaphosa, retour précipité au pays**

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a quitté précipitamment un sommet du Commonwealth à Londres pour se rendre hier dans le nord-ouest de son pays en proie à de violentes manifestations contre la corruption et le manque de services publics.

• **Côte d'Ivoire/Présidentielle. Le PDCI présentera son candidat**



Photo : AFP

Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'un des deux grands partis de la coalition au pouvoir, présentera un candidat à l'élection présidentielle de 2020, a assuré jeudi son président, Henri Konan Bédié.

• **Zimbabwe/Corruption. Mugabe cité à comparaître devant le Parlement**

L'ancien président du Zimbabwe Robert Mugabe est cité à comparaître devant le Parlement le 9 mai pour s'expliquer sur "la disparition de diamants d'une valeur de 15 milliards de dollars", a annoncé hier un parlementaire.

A travers le monde

• **Espagne-France/Politique. Valls étudie une candidature à la mairie de Barcelone**

L'ancien Premier ministre français Manuel Valls a annoncé hier qu'il envisageait d'être candidat à la mairie de Barcelone lors des élections de 2019 pour le parti de centre droit Ciudadanos.

• **Etats-Unis/Politique. Plainte des démocrates contre la Russie et l'équipe de campagne de Trump**

Le parti démocrate américain a porté plainte hier contre de hauts responsables de l'équipe de campagne de Donald Trump, la Russie et WikiLeaks en les accusant d'avoir conspiré pour faire pencher l'élection présidentielle de 2016 en faveur de l'actuel président.

• **Proche-Orient/Conflit. Deux Palestiniens tués par des tirs israéliens à Gaza**

Deux Palestiniens ont été tués par des tirs israéliens dans la bande de Gaza, lors du quatrième vendredi consécutif de mobilisation massive dans le territoire, ont indiqué les autorités sanitaires gazaouies.

Nigeria/Violences

27 morts dans une nouvelle attaque armée dans le nord

AFP
Kano/Nigeria

Une recrudescence de la violence qui souligne l'instabilité de la situation sécuritaire dans la première économie d'Afrique de l'ouest.

UNE nouvelle vague d'attaques par des bandes armées a fait au moins 27 morts dans le nord du Nigeria, ont déclaré des habitants à l'AFP hier, soulignant l'instabilité de la situation sécuritaire dans la première économie d'Afrique de l'ouest. Jeudi, de présumés voleurs de bétail ont lancé des représailles contre deux villages de l'Etat de Zamfara (nord), où l'armée a été déployée pour lutter contre la criminalité. "Vingt personnes ont été

tuées à Kabaro et sept autres ont également été abattues à Danmami", a déclaré Lawwali Usmanu, un habitant de Kabaro, précisant que les assaillants armés étaient arrivés à moto.

"Nous les avons enterrés ce matin avant les prières du vendredi", a ajouté M. Usmanu, qui a assisté aux funérailles des victimes. L'attaque a eu lieu après le lynchage d'un membre du gang de voleurs de bétail par des villageois, selon M. Usmanu.

"Les auteurs sont les mêmes voleurs de bétail qui nous terrorisent depuis des années, en volant notre bétail et en enlevant des gens pour obtenir des rançons", a déclaré un autre habitant, Bubr Murtala. "Tout ce que nous avons pour nous défendre, ce sont des fusils artisanaux, mais les bandits utilisent des armes à feu modernes", a



Photo : AFP/L'Union

Les éleveurs (auxquels le président Muhammadu Buhari rend visite ici) sont devenus les cibles privilégiées des groupes armés.

déclaré M. Murtala. Le porte-parole de la police de l'Etat de Zamfara, Mohammed Shehu, a confirmé ces attaques, mais a refusé de donner un bilan dans l'immédiat. Mi-avril, 26 personnes avaient été tuées dans une attaque attribuée à des voleurs de bétail dans le district d'Anka.

Fin mars, 36 éleveurs avaient également été tués dans une attaque similaire menée par des hommes armés à moto dans le village voisin de Bawar-Daji. Les enlèvements contre rançon et les vols de bétails à grande échelle sont devenus courants dans les communautés rurales de l'Etat de Zamfara, où l'es-

sentiel de la population, majoritairement musulmane, vit de l'élevage, de la chasse et de l'agriculture.

Les villages ont de leur côté constitué des milices d'autodéfense pour lutter contre les bandes armées dans les zones reculées, mais sont parfois eux aussi accusés d'exactions et d'exécutions extra-judiciaires contre les criminels présumés.

Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique (180 millions d'habitants) a déployé l'armée sur une grande partie de son territoire, pour endiguer la prolifération des violences, de l'insurrection jihadiste de Boko Haram dans le nord-est, aux affrontements entre éleveurs et agriculteurs dans le centre, en passant par les sabotages des groupes rebelles dans le sud pétrolier.